

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22043 - 81ÈME ANNÉE

Communiqué du Parti communiste réunionnais

PCR : « Encourager la réduction du gaz carbonique »



Le PCR salue les discussions pour baisser le prix du carburant mais rappelle que la population n'est pas responsable des hausses et ne doit pas en subir les conséquences, « C'est une erreur de le prendre en otage ». Toute baisse doit bénéficier à tous. Il insiste sur des solutions durables visant le « zéro carbone » d'ici 2050, avec une planification sur 25 ans. Il propose aussi de récompenser les comportements éco-responsables réduisant la consommation.

Les tractations ont commencé pour baisser les prix de carburant. Le PCR encourage les discussions mais rappelle :

1-le peuple n'est pas responsable de l'augmentation des prix. C'est une erreur de le prendre en otage.

2-les augmentations de prix impactent les consommateurs, les associations, les entreprises et

les collectivités. Les diminutions de prix ou ristournes diverses doivent profiter à toutes les victimes.

3-les solutions doivent améliorer la trajectoire « zéro carbone, à l'horizon 2050 ». Elles doivent être planifiées sur 25 ans (2026-2050), en particulier dans le secteur du transport où la consommation de carburant par habitant a augmenté, passant de 596 L, en 2014, à 628 L, en 2024. Ce n'est pas bon signe.

4-Le PCR préconise d'encourager les consommateurs qui réduisent la quantité de carburant utilisée. Cette attitude éco-responsable vise l'objectif « zéro carbone ». Moins, ils consomment, plus ils font des économies. Acteurs du développement durable, ils reçoivent une prime. Les élus doivent penser à des solutions durables et globales.

Bureau de presse du PCR

La guerre au Moyen-Orient annonce-t-elle un nouveau choc pétrolier plus grave que ceux des années 70 ?

Depuis le déclenchement du conflit au Moyen-Orient le 28 février 2026, les marchés mondiaux du pétrole et du gaz sont plongés dans une instabilité et une incertitude presque totale. Contrairement aux prévisions initiales des stratèges de ce conflit, le conflit semble s'enliser et évolue rapidement vers une grave crise énergétique.

La fermeture rapide du détroit d'Ormuz par l'Iran — axe vital pour l'approvisionnement mondial en hydrocarbures —, conjuguée désormais au risque de blocage du détroit de Bab el-Mandeb après l'entrée en guerre des Houthis du Yémen le 28 mars 2026, ainsi qu'à l'intensification des frappes visant les infrastructures pétrolières et gazières sur les deux rives du Golfe persique, accentuent fortement les tensions sur les marchés énergétiques internationaux. Ces perturbations ont déjà entraîné une réduction de l'offre mondiale de plusieurs millions de barils, ravivant le spectre d'un choc pétrolier comparable à ceux des années 1970.

Dans ce contexte, une question centrale s'impose : le conflit au Moyen-Orient est-il de nature à engendrer un choc pétrolier d'une ampleur comparable, voire plus grave, que ceux des années 1970 ?

I. Des anticipations formulées par certains experts contredites par le déroulement du conflit

À la suite des premières frappes menées par les forces israélo-américaines contre l'Iran le 28 février 2026, les analystes ont rapidement divergé quant aux conséquences du conflit sur les prix du pétrole. Certains experts estimaient que l'affrontement serait bref et maîtrisé — à l'image d'autres crises récentes comme celle du Venezuela — et qu'il n'aurait, au final, qu'un impact limité sur les marchés pétroliers. D'autres considéraient que, même en cas de tensions prolongées, les effets resteraient modérés, en raison notamment de la diversification des sources d'approvisionnement des économies développées et de la baisse significative de l'intensité énergétique de leur croissance.

Toutefois, l'évolution du conflit a rapidement démenti ces prévisions. En l'espace de quelques jours, les prix du pétrole et du gaz ont fortement augmenté, franchissant le seuil des 100 dollars le baril et atteignant ponctuellement des niveaux proches de 120 dollars avant de se stabiliser depuis à un niveau supérieur à 100 dollars.

II. Une conjoncture pétrolière propice à un choc pétrolier majeur

Le blocage du détroit d'Ormuz par les forces iraniennes semble avoir pris de court non seulement les responsables politiques à l'origine des hostilités, mais également les analystes des marchés financiers et énergétiques. Comme l'a souligné Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la fermeture de ce passage

stratégique constitue l'une des plus graves menaces jamais pesé sur la sécurité énergétique mondiale.

Avant le déclenchement du conflit, près de 20 millions de barils de pétrole et de gaz transitaient quotidiennement par le détroit d'Ormuz. Sa fermeture, combinée aux réductions de production et d'exportations des pays du Golfe arabo-persique, a déjà entraîné une contraction de l'offre mondiale d'environ 11 millions de barils par jour, incluant le brut et les produits raffinés. Selon Fatih Birol, cette perte dépasse même celles observées lors des deux chocs pétroliers des années 1970 réunis, où les diminutions s'élevaient à environ 5 millions de barils par jour en 1973 et en 1979.

Au total, un mois après le lancement de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, les prix du pétrole ont bondi d'environ de 55 %, tandis que ceux du gaz ont progressé de 70 % par rapport à leur niveau d'avant-guerre. Dans ce contexte, qualifier la situation de simple flambée des prix apparaît désormais largement insuffisant.

Par ailleurs, le Premier ministre Sébastien Lecornu et son ministre de l'Économie Roland Lescure ont évoqué, le 24 mars, devant les députés des perspectives particulièrement inquiétantes.

Non seulement le conflit ne montre aucun signe d'apaisement, mais les destructions déjà constatées sont considérables. La reconstruction de certaines infrastructures pétrolières et gazières, notamment au Qatar, pourrait nécessiter plusieurs années. Dans ces conditions, la réduction durable de l'offre laisse présager un maintien prolongé de prix élevés. Et si la guerre devait se prolonger, le risque d'une crise systémique, potentiellement bien plus grave que celle actuellement observée, ne peut être exclu, a glissé le Premier ministre.

A noter enfin que le gouvernement Lecornu a proposé un plan le vendre 27 mars d'un coût total de 70 millions d'euros en avril destiné à alléger la facture pour les agriculteurs, les pêcheurs, et certains transporteurs routiers.

III. Des transformations structurelles limitant l'ampleur du choc

Cependant, plusieurs évolutions majeures distinguent le contexte actuel de celui des années 1970. D'une part, la constitution de réserves stratégiques permet aux États de faire face à des interruptions temporaires de l'approvisionnement. D'autre part, la baisse de l'intensité énergétique des économies développées réduit leur vulnérabilité aux fluctuations des prix du pétrole.

En outre, la diversification des sources d'énergie et des zones de production, ainsi que l'intégration des marchés, offrent des marges d'ajustement plus importantes. Théoriquement ces éléments doivent contribuer à atténuer l'impact immédiat d'un choc énergétique, même s'ils ne suffisent pas à en neutraliser totalement les effets.

IV. La crise pétrolière actuelle est une crise systémique d'une complexité et d'une gravité singulière

La spécificité de la crise actuelle se manifeste à travers deux

aspects :

A. Une intensification des interdépendances et de la vulnérabilité globale

Le système énergétique contemporain se caractérise par un degré élevé d'interconnexion des marchés mondiaux. Les marchés du pétrole et du gaz sont intégrés dans des chaînes d'approvisionnement mondialisées et hautement sensibles. Par conséquent, toute perturbation locale, même limitée, est susceptible d'avoir des répercussions immédiates sur les prix à l'échelle mondiale, contrairement à la situation des années 1970 où les marchés étaient moins interdépendants. Cette interdépendance amplifie les effets du choc, tant sur les prix que sur les économies nationales.

Par ailleurs, malgré les efforts de diversification des sources d'énergie, le Moyen-Orient demeure un pivot incontournable du système énergétique mondial, tant en raison de son niveau de production que de son rôle stratégique en tant que zone de transit, notamment via le détroit d'Ormuz et le détroit de Bab-almandab. Ainsi, toute perturbation dans cette région affecte directement les grandes économies d'Europe et d'Asie, et indirectement celle des États-Unis.

B. Une crise multidimensionnelle dans un contexte économique fragilisé

Contrairement aux crises des années 1970, la situation actuelle ne se limite pas à un choc d'offre ponctuel. Elle s'inscrit dans un environnement marqué par la multiplication des tensions géopolitiques, le ciblage des infrastructures énergétiques et la menace permanente d'une extension du conflit. Cette configuration renforce considérablement l'incertitude sur les marchés pétroliers internationaux.

En outre, les voies de transport de l'énergie sont aujourd'hui exposées à des menaces accrues, qu'il s'agisse des navires pétroliers ou des infrastructures de transport telles que les oléoducs. Toute interruption de ces flux pourrait entraîner une réduction significative de l'offre mondiale.

De plus, les marchés énergétiques et financiers contemporains se distinguent par leur rapidité de réaction et leur forte sensibilité au moindre choc. Les prix réagissent en temps quasi réel aux évolutions géopolitiques, ce qui entraîne une transmission rapide des hausses des coûts énergétiques vers l'inflation, puis vers un ralentissement de la croissance économique mondiale.

Enfin, cette situation s'inscrit dans un contexte économique global déjà fragilisé, marqué par une inflation relativement élevée, un endettement important, contrainte budgétaire et une croissance ralentie. Dans ces conditions, tout choc énergétique est susceptible d'avoir des effets plus prononcés que par le passé.

V. L'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'économie réunionnaise

Le déclenchement du conflit au Moyen-Orient constitue un choc exogène majeur pour l'économie mondiale, dont les répercussions se font particulièrement sentir dans les territoires fortement dépendants des importations énergétiques et des marchandises comme celui de la Réunion. En effet le premier impact de la hausse des prix du pétrole est une augmentation rapide et marquée des prix de l'énergie. Si La Réunion a été temporairement préservée de ces hausses au mois de mars grâce au système de fixation administrée des prix, cette situation évolue dès le mois d'avril. À compter du 1er avril, le prix du supercarburant augmente de 27,27 %, passant de 1,54 euro à 1,96 euro par litre, tandis que le gazole enregistre une hausse de 41,60 %, passant de 1,25 euro à 1,77 euro par litre.

Cette hausse des carburants entraîne une inflation généralisée. En effet, le renchérissement des coûts de transport — qu'il s'agisse du transport routier, maritime ou aérien — se répercute sur l'ensemble des biens de consommation, notamment alimentaires et manufacturés. Il en résulte une hausse de l'inflation, une dégradation du pouvoir d'achat des ménages et un ralentissement de la demande, susceptible de peser sur la croissance économique. Par ailleurs, les caractéristiques structurelles de l'économie réunionnaise — insularité, éloignement géographique et faible diversification productive — accentuent sa sensibilité à ce type de choc externe. Plusieurs secteurs clés, tels que le transport, le tourisme, l'agriculture et le commerce, sont particulièrement exposés à l'augmentation des coûts énergétiques.

Enfin, si le conflit venait à se prolonger, le risque d'un ralentissement économique durable, voire d'une situation de stagflation, ne peut être écarté.

Cette conjoncture souligne la nécessité de renforcer la résilience de l'économie réunionnaise, notamment en réduisant sa dépendance énergétique et en accélérant la transition vers un modèle économique plus durable et décarboné.

En conclusion,

La reprise des combats par les Houthis au Yémen, le samedi 28 mars, illustre l'absence de tout signe d'apaisement du conflit. Par ailleurs, le fait que le président américain Donald Trump n'exclue pas le recours à des forces terrestres pour prendre le contrôle de l'île de Kharg confirme que la guerre est appelée à se prolonger.

Enfin, selon une enquête menée par Reuters auprès de treize analystes, les prix du pétrole devraient demeurer élevés dans les différents scénarios envisagés, pouvant même atteindre 200 dollars le baril dans un avenir proche.

En somme, l'ensemble de ces éléments laisse malheureusement penser que le conflit au Moyen-Orient se poursuivra dans les semaines et les mois à venir.

Julien Baddour, maître de conférences à l'université de la Réunion,

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Si sé nou k'la rézon, alor i fo azir !

Mézami shak foi k'in kriz i ariv, sanm pou mwin sé dann nout zoinal Témoignages mi trouv lo bann rokomandassion pli rézonab, pli éfikas é k'i sava dann sanss lintéré nout pèp rényoné..

La kriz ? Sa sé in n'afèr i ariv souvan é shak foi ni di si l'avé aplik lo plan Paul Vergès. Mi rapèl lo mank de ri kan l'ariv la guèr dann l'Irak, mi rapèl ankòr la kriz do luil avèk in pri dvante inkroiyab ; la kriz léssanss ébin sa i ariv souvan. Opliss v'alé, opliss nou va trouv bann kriz nou lé pou arien dedan mé li va fé soufèr anou.

Arien dedan ? Sa i vé pa dir nou la fé tout sak i fo pou k'i ariv pa é si i ariv ni gingn zigil ali... Nout kamarad ary l'aprè parl lénèrzi bon marshé é sa lé possib mé lotonomi énézétik sé kékshoz an pane koméla.

Ala mon késtyon ! nou la fine kozé dopi dé zané dsi bann solission lé bon pou nou é nou lé kontan in kriz i amontr nout parti na rézon, bann kominiss la rézon. Ok ! Mé kossa ni fé pou fé rant dan la réaltité bann solission nou la fine trouvé... Ni fé pa sak i fo fèr é ni invite pa assé nout pèp dann shomin-la.

Mézami tazantan nou néna lénèrji pou lé shoz ké nivé. In légzanp : l'égalité sossyal sé kant mèm nou k'la fé avanss sa bien konm i fo... Ni pouré galman anparl la lang kréol ? Zot i panss pa npout parti la fé avanss sète afèr-la ?

Alor nou néna dé solission ; alon angaz la bataye pou fé avanss nout bann projé é an mèm tan ké nout parti i ropran favèr dann la politik.

A bon antandèr salu !

Justin